

1986, chapitre 131
**LOI CONCERNANT CERTAINS LOTS
DU CADASTRE RÉVISÉ DE LA CITÉ DE HULL
(quartier n° 4)**

Projet de loi 205

présenté par M. John Kehoe, député de Chapleau

Présenté le 25 mars 1986

Principe adopté le 27 mars 1986

Adopté le 27 mars 1986

Sanctionné le 27 mars 1986

Entrée en vigueur: le 27 mars 1986

Loi modifiée: Aucune





CHAPITRE 131

Loi concernant certains lots du cadastre révisé de la cité de Hull (quartier n° 4)

[Sanctionnée le 27 mars 1986]

Préambule ATTENDU que La Commission scolaire de Outaouais-Hull envisage de vendre les lots décrits en annexe et qu'elle a reçu une offre particulièrement avantageuse de Micot Matrix Inc.;

Que Micot Matrix Inc., qui envisage d'investir plus de 100 000 000 \$ dans la construction d'un ensemble immobilier sur ces lots, n'est pas satisfaite du titre que lui offre La Commission scolaire de Outaouais — Hull;

Que le titre de La Commission scolaire de Outaouais-Hull sur les lots décrits en annexe a été détruit le 26 avril 1900 en même temps que les autres documents conservés au bureau de la division d'enregistrement du comté de Wright, à Hull;

Que ce titre n'a pas été reconstitué de la façon prévue par la Loi concernant le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de Wright (1901, chapitre 5) et que les délais prévus par cette loi sont maintenant expirés;

Que des actes enregistrés après le 26 avril 1900 contre les lots 189, 222 et 227 posent certains problèmes pouvant affecter le titre de la commission scolaire;

Que La Commission scolaire de Outaouais-Hull succède à la Commission des écoles Catholiques de Hull qui continuait sous un nouveau nom « Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Hull, dans le comté de Wright », « Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Hull, dans le comté d'Ottawa » et « Les

Commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Hull, dans le comté de Hull »;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Présomption **1.** Est réputé avoir été valablement conclu et enregistré avant le 26 avril 1900 un contrat d'achat en vertu duquel La Commission scolaire de Outaouais-Hull a acquis, sous le nom qu'elle portait à cette époque, les lots décrits en annexe, libres de toute charge et de tout droit réel quelconque stipulé en faveur du cocontractant ou de tiers.

Titre incontestable **2.** Le titre de La Commission scolaire de Outaouais-Hull sur le lot 189 du cadastre révisé de la cité de Hull (quartier no 4) découlant de l'acte enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Hull sous le numéro 17 468 ne peut être attaqué en raison de l'absence de consentements qui pouvaient être requis en raison du régime matrimonial du vendeur ou de la personne de qui le vendeur a acquis ce lot en vertu de l'acte enregistré au même bureau sous le numéro 17 467.

Titre incontestable Il ne peut être non plus attaqué pour le motif d'absence d'approbation du surintendant de l'instruction publique ou du lieutenant-gouverneur en conseil au cas où une telle approbation aurait été requise.

Titre incontestable **3.** Le titre de La Commission scolaire de Outaouais-Hull sur la moitié nord du lot 222 du cadastre révisé de la cité de Hull (quartier n° 4) ne peut être attaqué en raison des droits décrits, consentis ou reconnus dans les actes de vente à réméré enregistrés au bureau de la division d'enregistrement de Hull sous les numéros 333 et 1883.

Disposition applicable Le premier alinéa de l'article 2 s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires, aux droits des conjoints soit des parties à ces actes, soit des personnes à qui ces actes reconnaissent un droit quelconque.

Titre incontestable **4.** Le titre de La Commission scolaire de Outaouais-Hull sur la moitié sud du lot 227 du cadastre révisé de la cité de Hull (quartier n° 4) ne peut être attaqué en raison de l'enregistrement d'un acte de donation au bureau de la division d'enregistrement de Hull sous le numéro 63 813 et des droits auxquels les parties à cet acte auraient pu prétendre, ou en raison de l'absence de consentements requis à l'acte de rectification enregistré au même bureau sous le numéro 69 729.

Droits
remplacés

5. Les droits réels sur les lots décrits en annexe annulés en vertu des articles 1 à 4, s'il en existe, sont remplacés par des droits personnels contre la personne à qui La Commission scolaire de Outaouais-Hull transférera la propriété de ces lots.

Valeur des
droits per-
sonnels

Ces droits personnels ont une valeur égale à celle qu'auront, immédiatement avant ce transfert de propriété, les droits réels qu'ils remplacent, et ils se prescrivent au maximum par dix ans à compter de ce transfert de propriété.

Enregis-
trement par
dépôt

6. L'enregistrement du dispositif de la présente loi et de l'annexe à celle-ci se fait par dépôt.

Radiation

Sur enregistrement du dispositif de la présente loi et de l'annexe à celle-ci, le registraire de la division d'enregistrement de Hull radie l'enregistrement des actes enregistrés au bureau de cette division sous les numéros 333 et 1883. Il radie aussi l'enregistrement de l'acte enregistré au même bureau sous le numéro 63 813 mais seulement en autant que cet enregistrement affecte la moitié sud du lot 227 du cadastre révisé de la cité de Hull (quartier no 4).

Entrée en
vigueur

7. La présente loi entre en vigueur le 27 mars 1986.

ANNEXE

*(Articles 1, 5 et 6)**Description de certains lots du cadastre révisé
de la cité de Hull (quartier n° 4)*

Les lots numéros 189, 190, 195, 196, 221, 222, 227, 228, 253, 254, 259 et 260 du cadastre révisé de la cité de Hull (quartier n° 4) de la division d'enregistrement de Hull.